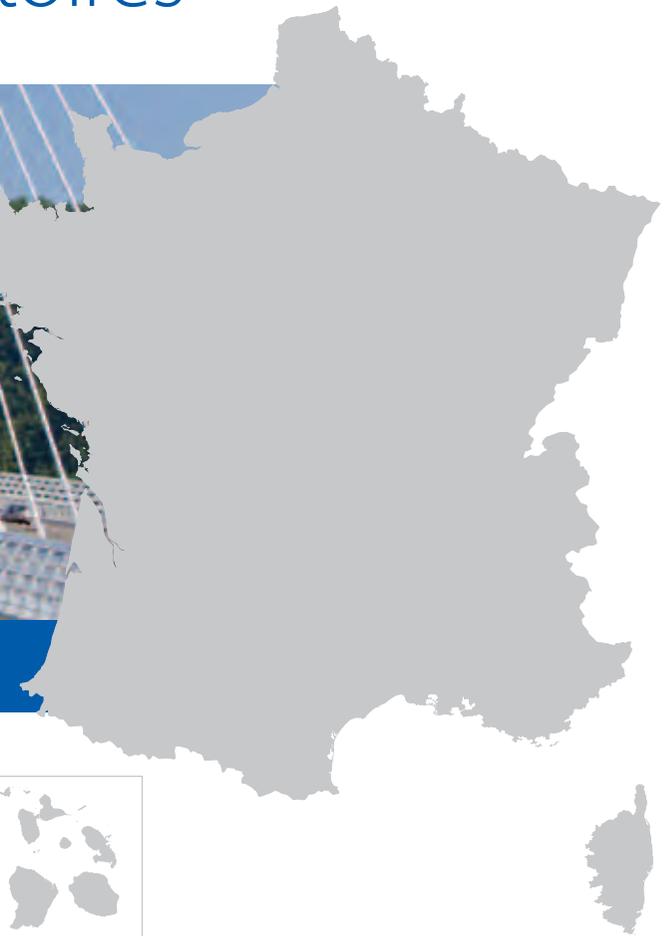




**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

La France et ses territoires



Les projets financés par le Groupe Banque européenne d'investissement

La France et ses territoires

Les projets financés par le Groupe Banque européenne d'investissement

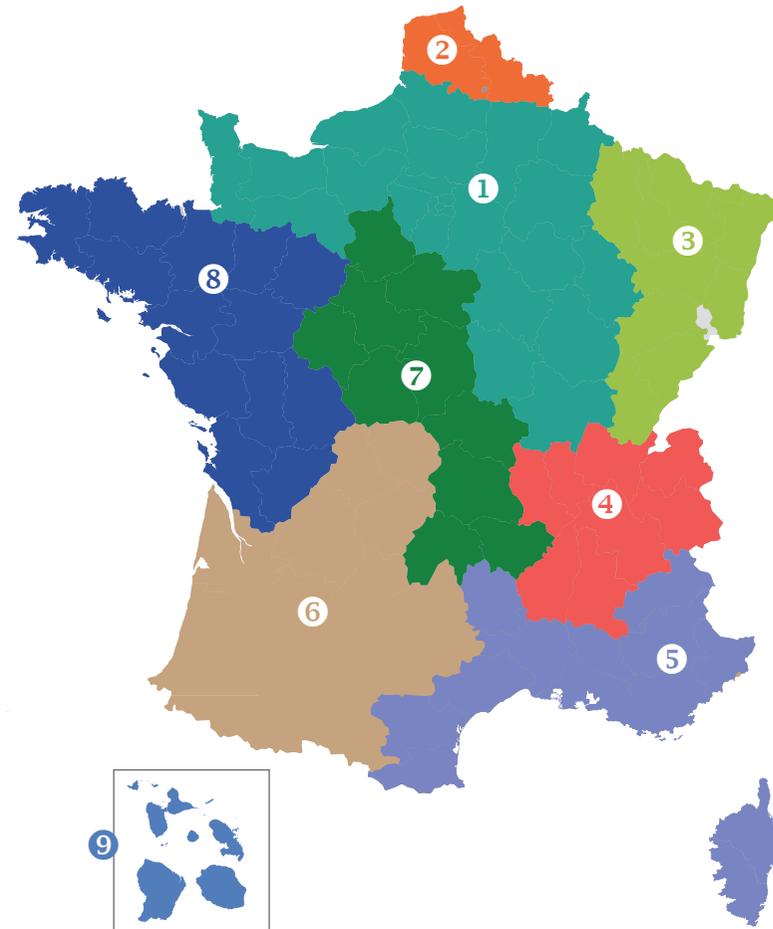
La Banque européenne d'investissement :
la banque des Français et de tous les Européens _____ 2

Qu'est-ce que le Groupe BEI ? _____ 4

① Grand Bassin parisien	8
② Nord	12
③ Grand Est	16
④ Rhône-Alpes	20
⑤ Méditerranée	24
⑥ Grand Sud-Ouest	28
⑦ Auvergne et Centre	32
⑧ Côte atlantique	36
⑨ Régions d'outre-mer	40

Croissance et emploi _____ 44

Des programmes pour les infrastructures _____ 46



La Banque européenne d'investissement : **la banque des Français et de tous les Européens**

C'est au soir d'un beau dimanche d'août, en Provence, que j'ai sans doute le plus ressenti la responsabilité qui revient à la Banque européenne d'investissement (BEI) de parler de l'Europe à nos concitoyens. Et d'en parler autrement pour en faire découvrir certaines facettes mal connues, sinon tout simplement ignorées.

Le matin même à Cotignac, dans le Haut Var, sur la place de la mairie, à l'ombre d'un platane plusieurs fois centenaire, nous avons parlé d'Europe. Pas du traité de Lisbonne, de la supervision bancaire ou de nouveaux règlements, mais de l'apport concret de la banque de l'Union européenne aux Provençaux et, plus généralement, aux Français. Le jour de la grande brocante et avant l'inauguration de la foire aux vins, une petite cinquantaine de personnes, dont trois conseillers généraux et une poignée d'édiles de communes environnantes, avaient répondu à l'invitation du maire de Cotignac et du président de la commission extra-municipale pour entendre un dirigeant de la BEI leur parler de son institution et de ce qu'elle fait pour eux.

Que cette réunion ait lieu un dimanche et dans un environnement festif ne lui offrait pas une garantie de succès. Pourtant, après une heure et demie d'échanges sur les lignes ferroviaires, les autoroutes, les tramways, les hôpitaux, les PME, l'eau et l'agriculture, la pauvreté au Sud et la dépollution de la Méditerranée, il fallut que s'impose l'inauguration de la foire aux vins pour mettre fin à notre séance. Bel et délicieux enchaînement, mais qui ne fit pas obstacle à la poursuite des questions-réponses en cheminant sur le cours ombragé, si bien animé par les vigneron et la population.

Ce souhait d'exposer ses problèmes au visiteur européen, mais aussi cet intérêt manifeste en apprenant que le TGV et les autoroutes du sud de la France sont en partie financés par l'Europe, que les tramways de Nice, de Marseille ou de Toulon ont été soutenus par cette même Europe, que le centre de dialyse de Marseille est non seulement financé par l'Europe, mais que la technique même de dialyse est issue d'une PME innovante suédoise que la BEI avait soutenue dans son pays, etc. étaient pour moi très riches d'enseignements.



Je vous souhaite une agréable promenade à travers ces pages.

La multitude et la grande variété des questions posées m'ont convaincu que mes interlocuteurs de cette belle journée provençale n'entendaient jamais parler ainsi de l'Europe ; d'une Europe familière et positive. Une approche modeste pourtant, puisque la BEI n'élabore ni règlement ni directive. Mais une approche concrète car la BEI ne fait que s'occuper de projets qui participent de la vie quotidienne des Européens, de leurs emplois – surtout dans les PME –, de leurs modes de transport, de leur approvisionnement énergétique, mais aussi de leur avenir avec des structures d'éducation plus performantes, plus d'innovation technologique, plus de protection de l'environnement, etc.

Bref, l'approche d'une banque qui se veut avant tout la « banque des Européens ».

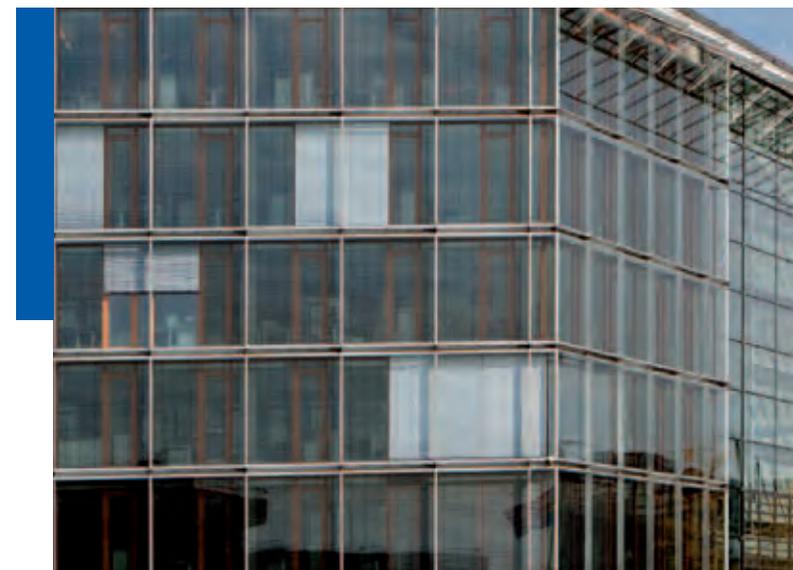
À la veille des élections européennes, qui sont un rendez-vous important pour les citoyens, voici donc un panorama de l'action menée par la BEI – exemples concrets à l'appui – pour l'amélioration de leur vie quotidienne et la construction de leur avenir.

Philippe de Fontaine Vive
Vice-président de la BEI

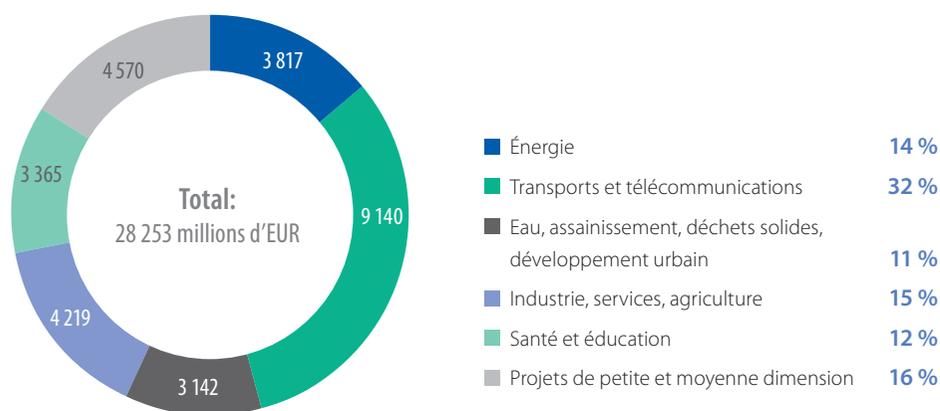


Qu'est-ce que le Groupe BEI ?

Sans aucune agence dans les villes de France, sans guichet ouvert au grand public, sans possibilité d'y ouvrir un compte courant ou un livret d'épargne, la Banque européenne d'investissement (BEI) n'en est pas moins, depuis le 1^{er} janvier 1958, la « Banque de tous les Européens ».



Répartition sectorielle des prêts de la BEI en France de 2009 à 2013 (en millions d'EUR)



La BEI a son siège à Luxembourg et a pour seuls actionnaires les États membres de l'Union européenne qui ont souscrit son capital à hauteur de 242 milliards d'euros. Elle emploie un peu plus de 2 000 personnes, de toutes les nationalités européennes.

Discrète auprès du grand public, la Banque européenne d'investissement (BEI) est pourtant une institution proche des réalités quotidiennes des Européens. Créée le même jour que la Communauté économique européenne par le traité de Rome, la BEI participe depuis presque soixante ans à la modernisation des économies, au soutien de la croissance et à l'amélioration des conditions de vie ainsi que de la sécurité économique des populations des pays membres de l'Union.

Le champ des interventions de la Banque européenne d'investissement s'est donc considérablement élargi au fil des années : non seulement parce que le nombre des pays membres est passé de six à vingt-huit aujourd'hui, mais aussi parce que la complexité de nos économies a élargi la demande de financements européens par les acteurs publics et privés.



En 1994, la BEI a créé le Fonds européen d'investissement qui est sa filiale spécialisée dans le financement en fonds propres des PME et l'apport de microfinance en Europe.

La BEI et le FEI forment le « Groupe BEI ».



L'action du Groupe BEI est centrée sur cinq secteurs clés d'intervention :

- ▶ les petites et moyennes entreprises, qui créent 80 % des nouveaux emplois ;
- ▶ la protection de l'environnement urbain et naturel, qui comprend l'action en faveur du climat et les investissements de prévention des catastrophes naturelles ;
- ▶ l'innovation, pour promouvoir des compétences et des projets innovants dans tous les secteurs de l'économie ;
- ▶ les réseaux transeuropéens, qui relient et équilibrent les territoires en Europe, principalement dans les transports, mais aussi par les réseaux de communications électroniques ;
- ▶ l'énergie, pour un approvisionnement sûr et compétitif.

▶ Une action plus inclusive au cœur des territoires

Être efficace, c'est agir au plus près des acteurs de terrain. Pour rester accessible et permettre de démultiplier l'action des financements européens en complément des ressources nationales, le Groupe BEI a noué, en juin 2013, **deux partenariats avec la Caisse des Dépôts et Bpifrance** : grâce à leurs fortes implantations dans les territoires, ces deux institutions publiques françaises vont offrir aux porteurs de projets de petite ou moyenne dimension un « guichet unique » d'accès aux financements du Groupe BEI.

Ces accords n'ont pas tardé à se concrétiser sur le terrain : dès septembre, Bpifrance a bénéficié d'une ligne de crédit BEI de 750 millions d'euros ainsi que d'une garantie du FEI de 200 millions d'euros qui vont nettement accroître la disponibilité des « prêts pour l'innovation » en France. Par ailleurs, la coopération avec la CDC a permis de financer le premier réseau numérique public à très haut débit en France : celui de Haute-Savoie, réalisé par le Syndicat mixte Syane, qui a attiré 36 millions d'euros de la BEI.

Pour la seule année 2013, ce sont 8,3 milliards d'euros de financements du Groupe BEI qui ont bénéficié à l'économie française.

Le tour de France par grande région géographique, auquel cette brochure invite le lecteur, permet d'illustrer la forte implication du Groupe BEI et de ses équipes dans une multitude de réalisations bénéficiant directement et concrètement aux Français dans leur vie professionnelle et personnelle.

Un panorama nécessairement succinct, avec des choix d'exemples assurément arbitraires, qu'il convenait de compléter par une brève présentation des financements apportés par la BEI à des projets et à des programmes caractérisés par leur dimension nationale, voire européenne, qu'il s'agisse du soutien aux PME ou encore du développement durable et de la valorisation du capital humain.

La toute première fois...

La construction, sur le territoire de la commune d'Oraison, dans les Alpes-de-Haute-Provence, d'une centrale hydroélectrique exploitant une chute de 83 mètres en aval du pont-barrage de l'Escale fut le premier investissement de la BEI en France. Le prêt, de 5 milliards d'« anciens francs » (soit environ 7,6 millions d'euros), avait fait l'objet d'un contrat signé le 29 juillet 1959 avec Électricité de France (EDF) ; il fut remboursé jusqu'en mars 1975.

Quelque 56 ans plus tard, les opérations de la BEI en France concernent toujours l'énergie : il s'agit cette fois de la modernisation et du doublement d'une ligne à très haute tension (400 kV) sur le couloir Montélimar-Lyon : un investissement essentiel pour stabiliser le réseau électrique transeuropéen dans une zone charnière au trafic extrêmement chargé entre l'Europe du Sud et l'Europe rhénane. Le projet fait partie d'un ensemble d'investissements de dimension paneuropéenne réalisés par RTE et financés par la BEI à hauteur de 500 millions d'euros.

► Les jeunes, une priorité pour la BEI

La BEI a lancé, en juillet 2013, un programme dédié à l'emploi des jeunes : « Compétences et emplois – Investir pour la jeunesse ». Doté d'une capacité financière de 6 milliards d'euros, il a pour objectif de participer au combat que l'Europe mène contre le chômage des jeunes par l'amélioration de la performance des systèmes éducatifs et de formation.

La BEI s'est ainsi associée à 7 régions françaises pour financer, à hauteur de près de 1,5 milliard d'euros, la modernisation de quelque 1 500 établissements d'enseignement professionnel ou secondaire : une meilleure formation pour les jeunes et des emplois mieux préparés !



► Une réponse vigoureuse à la crise

La BEI a joué un rôle essentiel dans la réponse de l'Union européenne face à la crise : depuis 2009, elle a considérablement renforcé son soutien financier à l'économie réelle et mené une politique contracyclique d'investissement à l'appui de la croissance et de l'emploi. Elle a ainsi doublé ses financements en faveur des PME violemment affectées par la paralysie du crédit bancaire et fortement accru ses prêts au secteur automobile dans le double objectif de préserver l'emploi et d'accélérer la transition vers le véhicule propre.

Forte de son augmentation de capital décidée à l'unanimité par les États membres en 2012, la BEI est devenue un acteur clef de la relance de la croissance en Europe. Une mobilisation qui s'est



concrétisée en France par une progression de 80 % des activités du Groupe BEI qui sont passées de 4,6 milliards d'euros en 2012 à plus de 8,3 milliards d'euros en 2013.

Au total, les investissements de la BEI auront créé une richesse d'environ 25 milliards d'euros dans l'économie française en 2013 ; ils concernent des secteurs aussi variés que l'innovation, l'éducation, le transport, les PME, la santé, l'énergie et l'efficacité énergétique.

Cet effort est conçu pour se poursuivre pendant 3 ans, jusqu'à fin 2015, sur un horizon annuel de prêt de plus de 7 milliards d'euros.

La BEI & vous



Quatre raisons expliquent l'attrait des prêts BEI pour les emprunteurs :

- les conditions favorables des prêts : la BEI emprunte sur les marchés des capitaux avec une notation « Triple A », la meilleure possible. La BEI n'ayant pas vocation à maximiser ses gains auprès des clients, son intervention se traduit par un « allègement de la facture » qui peut être décisif ;
- la qualité de l'expertise : l'instruction technique et financière des projets par la BEI constitue un label de crédibilité pour l'investissement. Pour le client, le soutien de la BEI diversifie ses sources de financement et facilite ses démarches pour compléter le tour de table du projet par des prêts bancaires ou d'autres formes d'emprunt ;
- la qualité des relations entretenues par la BEI avec l'ensemble des acteurs publics et bancaires facilite les montages, souvent complexes, de financement des projets ;
- la BEI apporte les produits financiers les plus adaptés aux besoins du projet, s'agissant notamment de la durée du prêt, ce qui est décisif pour les gros investissements comme des infrastructures ; elle veille également à ce que ses interventions aient un effet de levier sur la mobilisation de sources complémentaires de financement.

Grand Bassin parisien

Le Grand Bassin parisien offre une palette de situations géographiques, économiques et sociales très riche qui a amené la Banque européenne d'investissement à s'engager dans de multiples actions d'aménagement urbain ou portuaire, de traitement des déchets, etc., mais aussi à soutenir la compétitivité de plusieurs entreprises dans les secteurs industriels et des services. La BEI a également participé de manière substantielle à de grands programmes d'investissements, notamment dans le secteur des transports urbains et des lignes à grande vitesse pour les TGV.

► Une mobilité efficace et propre pour les Franciliens

Offrir une alternative aux véhicules individuels, réduire la pollution et contribuer à une meilleure qualité de vie des citadins, tels ont été les objectifs de la BEI au cours de la décennie écoulée en matière de transports à l'échelle de la région parisienne. Parmi une série d'importants financements, deux exemples illustrent l'engagement de la BEI : début 2011, la Banque a prêté 600 millions d'euros au STIF, l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France, pour financer le tiers du programme de modernisation du matériel roulant francilien et en particulier l'acquisition de 172 automotrices électriques et de 24 autorails à grande capacité, ainsi que la rénovation des trains à deux niveaux des RER C et D. En 2011-2012, la BEI a également financé la construction des lignes T3, T5, T6, T7 et T8 et l'acquisition des 107 nouvelles rames de tramway. Quelque 830 000 voyageurs de l'Île-de-France peuvent à présent utiliser tous les jours le tramway à Paris.

Parallèlement, la BEI a accompagné l'installation et le déploiement du système Autolib' : 1 750 véhicules électriques répartis sur 710 stations sont utilisés par plus de 58 000 abonnés dans Paris et sa proche couronne. Pour renforcer l'effet d'entraînement de ce projet sur la filière industrielle française, la BEI a également financé les programmes de recherche et développement du Groupe Bolloré relatifs aux batteries et aux systèmes informatiques de réservation et de recharge rapide.





► **Lagny Marne-la-Vallée :**
un centre hospitalier d'excellence à plus d'un titre

Regroupant sur un seul site toutes les disciplines de soins autrefois éparpillées sur plusieurs zones pavillonnaires, le Centre hospitalier de Lagny Marne-la-Vallée offre 586 lits d'excellence médicale dans une infrastructure écologique puisque la consommation énergétique y est réduite de 20 % par le recours aux énergies renouvelables et à des pompes à chaleur. Le projet a bénéficié de 70 millions d'euros de la BEI au titre des objectifs de modernisation de l'appareil de santé et de la protection de l'environnement. En outre, le nouvel hôpital participera à l'attractivité de la ville nouvelle, située à l'est de Paris, et de ses zones d'implantation d'entreprises.

► **Seine aval :**
moderniser la plus grande station d'épuration d'Europe

Située sur la commune d'Achères en forêt de Saint-Germain, la station d'épuration de Seine aval est à la fois la plus ancienne – ses origines remontent aux travaux parisiens du baron Haussmann – et la plus importante d'Europe : ses rejets représentent le quart du débit de la Seine. Grâce à un financement de 600 millions d'euros de la BEI, le plan de financement de la modernisation de cette usine qui traite la moitié des eaux usées de la région parisienne a pu être bouclé, assurant une mise à niveau environnementale de l'ensemble de ces installations et du débit de la Seine, par des travaux très complexes qui s'étendront jusqu'en 2018.



► Soutien à l'innovation :
imagerie médicale et sécurité aéronautique

Le groupe pharmaceutique Guerbet participe à l'amélioration du diagnostic et des soins avec ses « produits de contraste » utilisés pour l'imagerie médicale. En 2009, la BEI lui a accordé un prêt de 40 millions d'euros pour soutenir sa R-D axée sur une détection plus précoce et plus fine des pathologies cardiovasculaires et tumorales. La BEI favorise ainsi la dynamique d'une recherche menée à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis.

Toujours en banlieue parisienne, à Saint-Ouen-l'Aumône, la BEI a soutenu, par 60 millions d'euros, les recherches du Groupe LISI, une entreprise de taille moyenne comptant parmi les principaux fabricants mondiaux de fixations et composants d'assemblage mécanique de haute précision pour des sous-ensembles utilisés dans les industries aéronautique, automobile et médicale. Le projet porte sur une nouvelle génération de fixations en matériaux composites et permet notamment l'installation de nouveaux bureaux d'études pour la division aéronautique.



► Des véhicules écologiques à la portée de tous

Le Groupe Renault a emprunté 400 millions d'euros à la BEI pour poursuivre ses efforts de R-D liés à la création d'une nouvelle génération de petits véhicules urbains éco-performants, mais restant financièrement accessibles. Réalisées dans les centres de recherche de Renault en Île-de-France, Espagne, Slovénie et Roumanie, ces études portent sur la définition d'une nouvelle plateforme de rupture technologique, l'allègement du véhicule par la généralisation des matériaux composites et la mise au point d'un groupe motopropulseur aux rejets de GES inférieurs à 90 g de CO₂/km. Depuis 2009, la BEI aura accompagné les différents programmes de R-D de Renault à hauteur d'un milliard d'euros.



► Des lycées performants en Basse-Normandie

Les programmes de rénovation des infrastructures d'éducation secondaire, professionnelle et supérieure portés par la Région Basse-Normandie ont bénéficié d'un prêt 335 millions d'euros de la BEI, grâce auquel 47 lycées et structures d'enseignement seront placés aux normes HQE.

Deux chantiers se signalent par leur importance : le Lycée professionnel des métiers de la restauration d'Ifs et le pôle de formation aux métiers de la santé de Caen, qui concerne près de 4 000 étudiants.



La BEI & VOUS

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants : **en Île-de-France**, le « super-périphérique » parisien (A86), la modernisation et l'extension du chauffage collectif urbain de Paris, les dessertes ferroviaires des deux aéroports parisiens et un grand nombre d'équipements de Roissy-Charles de Gaulle (satellites, pistes, desserte interne automatisée, etc.) ; **en Picardie**, l'acquisition de matériels roulants pour le TER, la modernisation et la restructuration du Centre hospitalier d'Amiens, la modernisation et l'extension de plusieurs sites de stockage du gaz naturel par GdF Suez, renforçant ainsi la sécurité d'approvisionnement du Grand Bassin parisien ; **en Haute-Normandie**, le projet « Port 2000 » du Grand Port Maritime du Havre, le renforcement des terminaux charbonniers du port de Rouen, les sections Le Havre–Yvetot-Saint-Saëns de l'A29, les tramways du Havre et de Rouen ; **en Basse-Normandie**, le tronçon autoroutier Falaise ouest–Sées de l'A88 et la réalisation du projet « Cotentin–Maine » de RTE destiné à renforcer le réseau de transport d'électricité Normandie–Grand Ouest afin de sécuriser l'approvisionnement de la Bretagne et d'insérer au réseau les centrales éoliennes ou hydroliennes du Cotentin ainsi que celle de Flamanville ; **en Bourgogne**, la R-D sur les câblages électriques pour moteurs et robots réalisée par LEONI dans ses centres de recherche situés à Lacanche, près de Dijon (et à Gellainville près de Chartres) ; le tramway de Dijon, la section Dijon–Belfort du TGV Rhin–Rhône, les sections Dijon–Dole de l'A39 et Beaune–Besançon Ouest de l'A36 ; **en Champagne-Ardenne**, la construction du TGV Est européen, le réseau de tramway et de bus de la Métropole de Reims, ainsi que son contournement autoroutier.

La BEI a également soutenu, par des prêts directs ou par l'intermédiaire de banques, les projets de très nombreuses entreprises, des PME locales, mais aussi de grands groupes comme Rhône-Poulenc, Teksid, Safran, Sanofi, etc.

Nord

Le nord de la France a connu, au cours des dernières décennies, de profondes transformations de son tissu économique, que la Banque européenne d'investissement s'est efforcée d'épauler grâce à ses divers concours, d'une part, aux entreprises pour leur reconversion et leur modernisation et, d'autre part, aux collectivités publiques pour favoriser des investissements indispensables à ce renouveau économique et social.

► Lille : de l'électricité et du biocarburant par traitement des déchets

Depuis 2000, les initiatives de la Communauté urbaine de Lille pour améliorer la gestion des déchets urbains ont bénéficié de crédits de la BEI au titre de son engagement pour la protection de l'environnement. Un premier prêt de 130 millions d'euros a permis la construction à Halluin, en remplacement de trois usines d'incinération vétustes et polluantes, d'un centre de valorisation des déchets par incinération et production d'électricité. En 2005, la BEI a financé le transfert des déchets incinérables vers l'usine d'Halluin par péniche sur le canal de la Deûle ; de plus, la Banque a soutenu un centre de tri pour le recyclage des déchets issus de la collecte sélective et enfin la construction – sur le territoire de Sequedin et de Loos – d'un centre de traitement des déchets organiques urbains permettant de produire du biogaz utilisable par le parc d'autobus lillois. En 2012, la Banque a accompagné la modernisation de la station d'épuration de Marquette-lez-Lille – dont le bilan énergétique est positif grâce à la production de biogaz ou d'électricité photovoltaïque – et financé le bassin d'orage des Bateliers, d'une contenance de 20 000 m³, l'un des plus grands d'Europe.





Centre de valorisation organique de Sequedin



► Toyota : un prêt pour la création d'emplois

La perspective de la création de quelque 2 000 emplois nouveaux dans la région de Valenciennes avec la construction d'une usine de montage de la « Yaris » à Onnaing a justifié, en 2000, un prêt de la BEI de 290 millions d'euros au groupe automobile Toyota. Le succès commercial de ce véhicule dessiné à Bruxelles, fabriqué en France et vendu partout en Europe a pleinement répondu aux attentes de cet investissement : 2 700 emplois ont été créés, générant d'importantes retombées positives pour la région.

► Métro lillois et TER Nord-Pas-de-Calais : un transport sûr et moins polluant

Favorable au développement du transport ferroviaire urbain et régional, la BEI a prêté 150 millions d'euros à la Région Nord-Pas-de-Calais en 2007 pour moderniser la desserte de l'agglomération lilloise et des grandes villes voisines (Valenciennes, Douai, Arras, Béthune, Hazebrouck et Tourcoing) et pour l'acquisition de 35 autorails et de 20 automotrices. Par ailleurs, en 2013, la BEI s'est engagée à hauteur de 300 millions d'euros pour le doublement de capacité de la ligne 1 du métro par la refonte des quais, la modernisation des systèmes d'automatisme et l'achat de 27 trains. Ces réaménagements des réseaux TER et du métro crédibilisent l'alternative au transport individuel, tout en augmentant la productivité économique de l'agglomération lilloise.



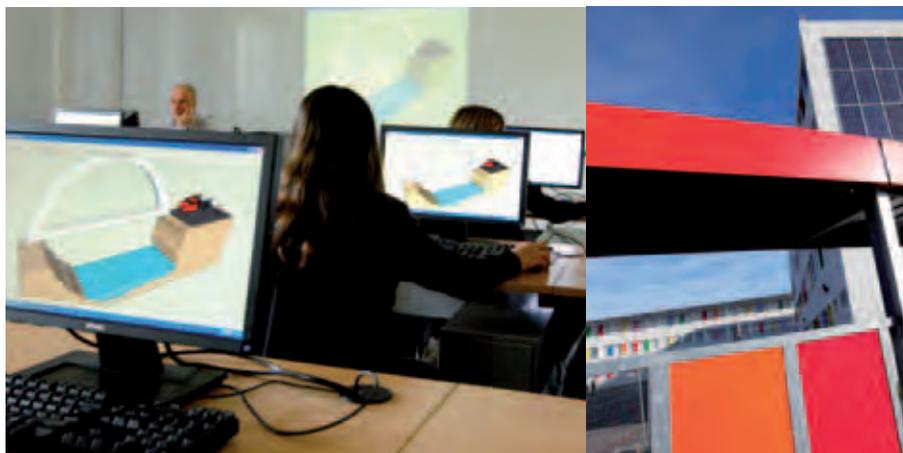
Répondre à la croissance soutenue de la demande de transports en commun.

► Des collèges et lycées performants

Entre 2010 et 2013, la BEI aura consacré 800 millions d'euros au financement de la modernisation des structures d'enseignement dans la région. Il s'agit tout d'abord de l'ambitieux programme du Département du Nord portant sur la construction ou la rénovation de 17 collèges, la mise aux normes HQE de 13 collèges et l'amélioration de l'accessibilité de 182 établissements ; plus important encore, 307 classes seront dotées de 9 200 ordinateurs dont pourront se servir 16 000 élèves.

Par ailleurs, 74 lycées feront l'objet de modernisations ou de nouvelles constructions sous l'égide de la Région Nord-Pas-de-Calais, parmi lesquels le Lycée Béhal à Lens et le Lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration de Lille.

Ces financements s'inscrivent dans le droit fil de l'initiative « Compétences et emplois : Investir pour la jeunesse » que le Groupe BEI a mise en place en 2013 pour renforcer la performance des systèmes éducatifs, améliorer l'employabilité des jeunes et favoriser la création d'emplois dédiés.



► Arras : un centre hospitalier totalement rénové pour des soins de qualité

Situé au cœur d'une communauté urbaine de 21 communes et à proximité de la capitale lilloise et des villes de Douai et de Lens, le nouveau Centre hospitalier d'Arras (CHA) offre à plus de 200 000 habitants des équipements de soins et de traitement faisant appel aux technologies les plus récentes. La Banque européenne d'investissement a apporté 70 millions d'euros, en 2005-2006, au plan de modernisation du CHA élaboré dans le cadre du plan « Hôpital 2007 ». Cet ensemble d'investissements prévoyait la rénovation des sites existants et leur restructuration autour d'un grand service des urgences, de pôles médico-chirurgicaux importants (oncologie, cardiologie, chirurgie, pédiatrie, etc.), d'une unité de soins psychiatriques et d'un centre de formation.



Le nouveau Centre hospitalier d'Arras offre à plus de 200 000 habitants des équipements de soins et de traitements utilisant les technologies les plus récentes.



La BEI & vous



Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné, entre autres, le financement de sections autoroutières (L'Isle-Adam–Amiens–Boulogne de l'**A16**, Orchies–Valenciennes, etc.), ainsi que l'achat d'une flotte de dix trains pour les lignes **Eurostar** entre l'Angleterre, Lille, Paris et plusieurs grandes villes allemandes.

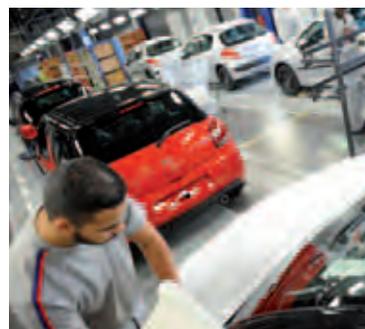
La BEI a également soutenu, par des prêts directs ou par l'intermédiaire de banques, les projets de très nombreuses entreprises, notamment l'installation à **Lens**, par le groupe Dalkia, d'une usine de cogénération d'électricité et de chaleur alimentant le réseau local de chauffage urbain à partir du traitement des déchets ménagers et de la biomasse, mais aussi des centaines de PME locales ou de grands groupes comme **Sevelnord** (production des monospaces Peugeot, Citroën et Fiat à Valenciennes-Hordain), **Toyota** à Onnaing ou **PSA** Peugeot Citroën à Douvrin.

Grand Est

La diversité des activités économiques de cette région et les reconversions lourdes que certains territoires ont dû mener ont conduit la BEI à nouer des partenariats durables avec des acteurs publics ou privés pour soutenir des programmes de rénovation et favoriser les créations d'emplois. Aménagement d'infrastructures, en particulier urbaines, modernisation d'entreprises et développement de nouvelles filières industrielles forment le fond du portefeuille de prêts de la BEI dans cette région qui, de par sa position au carrefour de l'est et du sud de l'Europe, a aussi su mobiliser des concours de la Banque en faveur des grands réseaux autoroutiers et ferroviaires qui y sont déployés.

► Développement, par PSA, d'une filière industrielle basée sur le moteur « propre »

En lui ouvrant, début 2009, une ligne de crédit de 400 millions d'euros, la BEI a poursuivi un partenariat déjà ancien avec le Groupe PSA dont les investissements ont bénéficié aux installations de Sochaux (Doubs), Douvrin (Nord) et de l'est de la France. Axant ses interventions sur la conception écologique des véhicules, la BEI a accordé, dès 2002, un prêt pour l'étude et la fabrication d'un nouveau moteur diesel sur le site de Trémery (Lorraine), puis a participé, en 2006 et 2009, au financement des investissements de R-D pour la mise aux normes Euro 5, puis Euro 6, de l'ensemble de la gamme. En 2013, la BEI a accordé un nouveau prêt de 300 millions d'euros à l'appui des efforts de R-D déployés par PSA pour devancer la norme Euro 6.2 et renforcer la compétitivité de ses produits par des systèmes technologiques très performants pour l'autodiagnostic embarqué, la gestion de l'énergie et l'efficacité des transmissions.





► Centrale électrique au gaz à cycle combiné près de Toul

Avec une capacité de production de 420 MWe, la centrale électrique de Toul, qui a bénéficié d'un prêt de 165 millions d'euros de la BEI, renforce la sécurité d'approvisionnement électrique de la Lorraine et du plateau de Langres, tout en enregistrant des niveaux de performance écologique et énergétique rarement atteints jusqu'alors. Par ailleurs, cette centrale, construite et exploitée par un nouvel entrant sur le marché de l'électricité, contribue à diversifier les sources de production d'énergie à l'échelle nationale et européenne, ainsi qu'à intensifier la concurrence dans un contexte de demande croissante.

► Transport innovant à Metz

Avec un prêt de 80 millions d'euros, la BEI a fait le choix de soutenir le système de transport Mettis fondé sur 27 bus hybrides bi-articulés, de très grande capacité et à haut niveau de service ; irriguant deux lignes en site propre de 18 km, les bus fabriqués en Europe seront accessibles à 80 % de la population de l'agglomération messine, soit 230 000 habitants. Coûtant presque moitié moins cher qu'un réseau similaire de tramway, le système de transport messin a été réalisé en 3 ans en générant 2 100 emplois directs ou induits. Comme quoi, il n'y a pas que le tramway dans la vie !



La BEI s'est pleinement engagée dans ce projet qui permettra à terme de relier Paris à l'Allemagne et à la Suisse et, via ces deux pays, à l'Europe centrale.

► **LGV Est européenne :
la grande vitesse dans toute la région et au-delà des frontières**

Depuis sa mise en service le 10 juin 2007, entre Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne) et Baudrecourt (Moselle), le TGV Est a dépassé toutes les prévisions de trafic. La BEI, qui est la première source de financement bancaire des grands réseaux ferroviaires transeuropéens, s'est pleinement engagée dans ce projet à vocation paneuropéenne qui permet des gains de temps substantiels et un confort accru pour les voyageurs entre Paris, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Avec le financement de la seconde phase des travaux (106 km entre Baudrecourt et Vendenheim, près de Strasbourg), la BEI s'associe à l'extension de ce réseau vers l'Allemagne du Sud et l'Europe centrale. C'est pourquoi la BEI a alloué des prêts – 950 millions d'euros au total jusqu'ici – aussi bien à Réseau Ferré de France, le maître d'ouvrage et propriétaire du réseau, qu'aux collectivités locales associées au projet : régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace et départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.



► **24 rames « Régiolis » pour les TER d'Alsace**

Renforcer l'attractivité des transports périurbains et régionaux par voie ferrée est un objectif prioritaire de la BEI au titre de son engagement pour la cohésion économique et sociale et la promotion de l'efficacité énergétique. Fin 2013, la BEI a apporté à la Région Alsace un financement de 120 millions d'euros pour l'acquisition de 24 rames automotrices Régiolis qui, avec 8 000 places, permettront au quotidien de renforcer de 10 % l'offre des TER alsaciens pour 3 000 voyageurs supplémentaires. Le TER Alsace devient ainsi le quatorzième réseau régional français à bénéficier du soutien de la BEI pour l'acquisition de son matériel roulant.



Hôpital Robert Schuman

La BEI & vous

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné, entre autres, le financement des projets suivants : de nombreux tronçons autoroutiers (A4 : Verdun–Metz, A39 : Dole–Lons-le-Saunier–Bourg-en-Bresse, A36 : Beaune–Besançon, A31 : Choiseul–Toul) ; la première phase de la nouvelle ligne **TGV Rhin–Rhône** ; l'extension de **l'aéroport de Bâle-Mulhouse** ; la construction des **réseaux de transport collectif** à Mulhouse, Nancy, Metz, Besançon et Strasbourg ; la modernisation du traitement des **eaux usées à Belfort** ; la rénovation du **parc hospitalier privé de Metz**, la construction de la centrale hydroélectrique de Gamsheim et les nouvelles installations de R-D et de tréfilerie de LISI Automotive à Grandvillars, près de Belfort.



Rhône-Alpes

Avec plus de 6 millions d'habitants, de grandes agglomérations dont Lyon, troisième ville de France, mais aussi quinze pôles de compétitivité, des universités et des centres de recherche de réputation internationale, la région Rhône-Alpes offre une palette exceptionnelle d'activités économiques. De longue date, les industries et entreprises innovantes comme les collectivités territoriales rhônalpines sont des partenaires dynamiques de la Banque européenne d'investissement. À cela s'ajoutent les financements que la BEI a apportés pour la réalisation d'infrastructures transeuropéennes dans cette région au carrefour de la partie occidentale de l'Europe.

► Lyon : une eau de meilleure qualité

La BEI a investi 150 millions d'euros dans le vaste programme de modernisation du système de gestion des eaux de l'agglomération lyonnaise : installations de Pierre-Bénite, station d'épuration de Jonage, rénovation du réseau de collecte des eaux usées et d'une grande partie des conduites d'eau potable, modernisation des installations de protection de la ressource en eau à Crépieux, Pont de Jons, etc. Des réalisations dont bénéficient 1,25 million d'habitants du Grand Lyon et qui répondent pleinement à la politique de la BEI en faveur du développement urbain durable.



► Des TER modernes pour décongestionner la route

La Banque européenne d'investissement aime le train et notamment les TER ! En 2005 puis en 2013, la BEI a prêté 400 millions d'euros à la Région Rhône-Alpes pour l'acquisition de nouveaux matériels roulants pour ses TER, dont 40 trains « Regio 2N » à livrer en 2013-2015. Ces programmes de modernisation ont permis d'améliorer l'offre de transport sur les lignes au départ de Lyon desservant Oyonnax, Roanne, Saint-Étienne, Le Puy, Saint-Gervais, Grenoble, Vienne et Avignon, soit environ les trois-quarts du trafic régional.

Des réalisations qui contribuent à la protection du milieu naturel et à la qualité de vie des habitants.





► STMicroelectronics : répondre à l'économie numérique

La BEI soutient depuis plusieurs années les travaux de R-D de STMicroelectronics, premier fabricant européen de semi-conducteurs. La Banque lui a ainsi alloué, en 2006, un prêt de 245 millions d'euros pour des travaux sur de nouvelles générations de semi-conducteurs dans ses sites de Crolles, Grenoble, Rousset et Tours ; en 2010, elle a apporté un nouveau financement de 350 millions d'euros, cette fois pour la mise au point des prochaines générations de puces électroniques répondant aux exigences de l'économie numérique : convergence du multimédia et des communications, nomadisme, etc.

► Des modes de transport doux pour le Grand Lyon

Un prêt de 300 millions d'euros, telle est la contribution de la BEI au vaste programme de réaménagement urbain conduit par le Grand Lyon. La modernisation du pont Schuman, de la rue Garibaldi et de l'avenue Mermoz, la création de 30 km de voies cyclables entre Lyon Saint-Clair et la Cité internationale ou encore la requalification des berges du canal de Jonage ont en commun de servir deux objectifs européens : l'amélioration de la qualité de vie des habitants et celle du bilan énergétique de la ville. Ce prêt de la BEI sert également à la reconstruction, aux normes environnementales et de sécurité, du tunnel de la Croix-Rousse qui comportera désormais un tube réservé aux « modes doux ».



► Grenoble :
le tramway sert la science

Les dizaines de milliers d'étudiants de Grenoble ont apprécié le prolongement du tramway jusqu'au campus universitaire avec la mise en service, en mai 2006 et octobre 2007, des deux nouvelles lignes C et D ; la BEI a accordé 200 millions d'euros pour financer ces lignes et le matériel roulant, qui élargissent l'offre de transports en commun « propres » et renforcent l'attractivité de la ville.



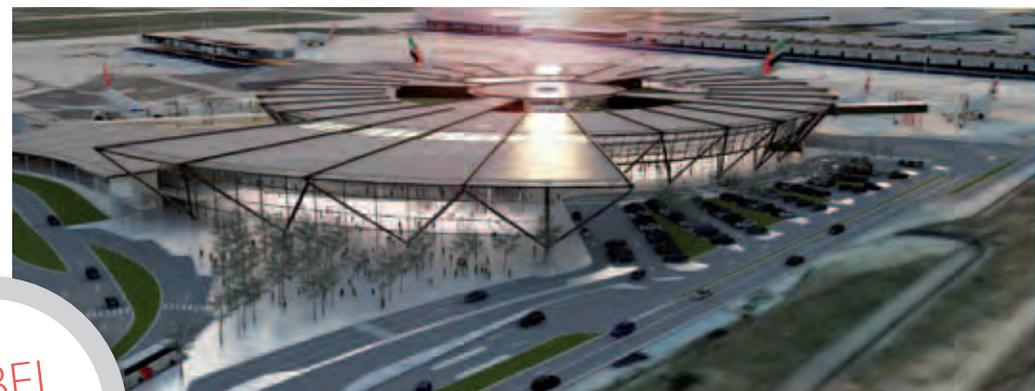
Développer les transports en commun « propres » et améliorer la qualité de vie urbaine.



Des réalisations qui contribuent à la protection du milieu naturel.

► Lyon-Saint-Exupéry :
la piste d'envol de Rhône-Alpes

Accompagner la croissance du trafic (+24 % en cinq ans) et favoriser l'attractivité du territoire par une desserte internationale de qualité offrant des services performants aux 15 millions de voyageurs qui devraient utiliser l'aéroport en 2020, tels sont les objectifs du plan de développement de Lyon-Saint-Exupéry que la BEI a décidé de financer à hauteur de 140 millions d'euros en 2013. Un investissement qui devrait faire de Saint-Exupéry la deuxième porte d'entrée aéroportuaire de France.



La BEI & VOUS

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants : à **Lyon**, la construction des deux lignes de tramway et de plusieurs lignes de métro, sur la base d'un partenariat vieux de plus de 25 ans avec le **Sytral** ; l'aménagement du quartier de **Gerland** et la construction de la nouvelle École normale supérieure ; le développement de la ZAC « **Lyon Confluence** » (notamment pour la performance HQE des bâtiments publics) ; la modernisation des **Hospices civils de Lyon** ; le développement des parkings souterrains par Lyon Parc Auto, etc. ; à **Montmélian**, la modernisation de l'usine d'appareillages électriques ; à **Grenoble**, la construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité pour le chauffage urbain ; à **Pierrelatte**, le recyclage des eaux chaudes d'Eurodif pour le chauffage de logements ; en Haute-Savoie, la mise en place du réseau de communications à très haut débit par fibre optique, réalisée par le Syane.

Parmi les projets d'envergure régionale, citons : la modernisation du **tunnel du Fréjus** ; la création d'installations de **stockage de gaz naturel** renforçant la sécurité d'approvisionnement du réseau national sur les sites de Hauterives, Tersanne et Étrez, par GdF-Suez ; la modernisation, par RTE, de la « **dorsale électrique à très haute tension** » (400 000 volts) entre Lyon et Montélimar, élément majeur du système européen de transport d'électricité entre les péninsules Ibérique et Italienne et l'Allemagne méridionale et rhénane.



Méditerranée

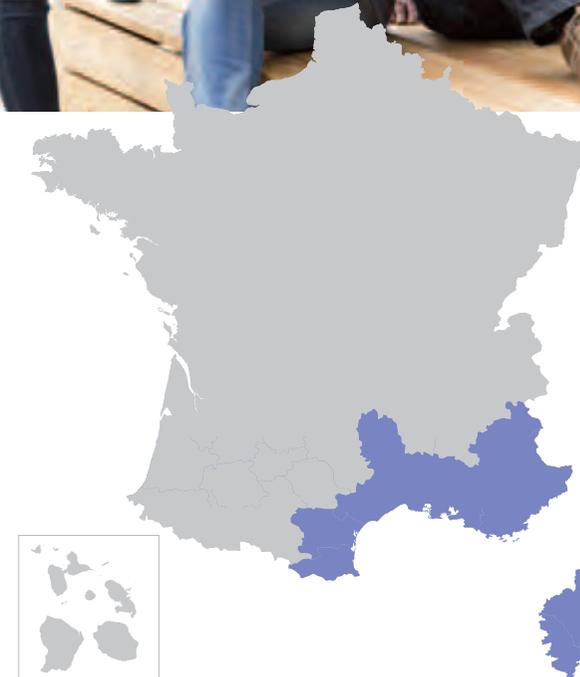
Fortement urbanisée sur tout l'arc de son littoral, avec un tissu économique très diversifié, alliant agriculture, activités maritimes, industries traditionnelles, entreprises technologiques, artisanat et tourisme, la région méditerranéenne, qui est aussi l'une des premières destinations touristiques mondiales, est un partenaire de longue date de la Banque européenne d'investissement.

Pilier de l'Eurorégion Alpes Méditerranée, porte de la péninsule Ibérique et fenêtre privilégiée sur le bassin méditerranéen, cette région appelait aussi la réalisation de grandes infrastructures de communications et de transport à laquelle la BEI s'est pleinement associée.

► Le FEI facilite l'accès au financement des TPE et PME

Le Fonds européen d'investissement (FEI), filiale spécialisée de la BEI pour améliorer l'accès au financement des PME et TPE, propose aux régions de démultiplier l'effet de leurs ressources issues des Fonds structurels européens par la création d'un fonds d'investissement régional, dit « Fonds Jérémie », capable d'offrir une large gamme de produits : prêts d'honneur et microfinance aux créateurs d'entreprises, prêts subordonnés pour l'innovation, prises de participation au capital et garanties pour les entreprises en croissance.

En 2009, le FEI créait un fonds Jérémie à la demande de la Région Languedoc-Roussillon : trois ans plus tard, 529 entreprises et plus de 2 500 emplois en avaient bénéficié pour un montant total de 61,6 millions d'euros. En 2011, la Région PACA a suivi la même démarche, en axant les interventions de Jérémie sur les garanties bancaires. En 2012, le FEI a développé la microfinance en PACA et en Corse avec un concours de 2 millions d'euros accordé à l'IMF Créa-sol : début 2013, 134 créateurs d'entreprises en avaient bénéficié et créé 164 nouveaux emplois.





► Vastes programmes scolaires en PACA et Languedoc-Roussillon

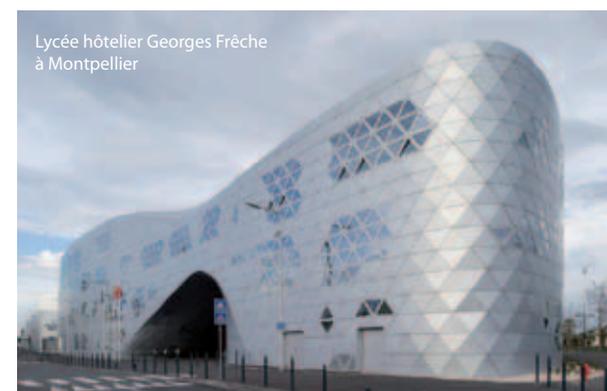
Socle de la « société de la connaissance », l'enseignement secondaire et professionnel est l'une des grandes priorités de la BEI qui, entre 2009 et 2012, aura investi au total 750 millions d'euros aux côtés des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon pour la construction et la rénovation de 33 lycées et établissements éducatifs dans six départements de PACA et de 48 lycées en Languedoc-Roussillon. Tous ces établissements sont aux normes les plus avancées en matière d'environnement et d'efficacité énergétique grâce à la généralisation des énergies renouvelables, avec, pour certains, des chaufferies au bois.

Plusieurs établissements d'excellence sont concernés par ces programmes dont, par exemple, le Lycée hôtelier Georges Frêche à Montpellier et son hôtel d'application, les lycées de la cité mixte de Vaison-la-Romaine (Vaucluse), de Costebelle à Hyères (Var), Alpes et Durance à Embrun (Hautes-Alpes), ainsi que l'École internationale de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence). Exemplaire en matière environnementale, cet établissement, qui a ouvert ses portes en septembre 2009, offre des classes de la maternelle au lycée accueillant en priorité les enfants des chercheurs du grand projet énergétique européen ITER.



► Montpellier : le tramway des superlatifs !

Haute technologie, grande vitesse, haute couture, le plus long réseau de France, l'un des plus utilisés avec ses 240 000 voyageurs par jour, le tramway de Montpellier est aussi exemplaire par son effet induit sur la revitalisation urbaine. Mais c'est aussi le plus important projet de transport urbain en site propre financé par la BEI en France. Pour la seule ligne 3 du réseau, la BEI a accordé un prêt de 250 millions d'euros en 2013.



Lycée hôtelier Georges Frêche
à Montpellier

► L'arc électrique méditerranéen

L'interconnexion électrique souterraine France-Espagne par les Pyrénées orientales, financée par la Banque à hauteur de 175 millions d'euros, permettra de doubler, dès 2014, la capacité des échanges électriques entre les deux pays : 64,5 km essentiels pour achever d'intégrer le réseau ibérique à l'ensemble européen et lisser les périodes de pointe d'utilisation d'électricité verte.



Cette infrastructure sera immédiatement connectée à l'ensemble des ouvrages de transport d'électricité à très haute tension que déploie RTE entre les frontières espagnole et italienne, avec le soutien de la BEI à hauteur de 500 millions d'euros. Dans ce cadre, 170 millions d'euros sont consacrés à la mise en place prioritaire du « filet de sécurité électrique PACA », une nouvelle artère à 225 000 volts enterrée sur 102 km entre Manosque, Fréjus, Briançon et Cannes, qui permettra de sécuriser l'approvisionnement du centre et de l'est de la région et éviter les situations critiques en période de forte demande.

► Technologies de pointe pour le tourisme

Leader mondial des solutions informatiques et numériques dans le secteur touristique, la société Amadeus mène ses travaux de R-D dans 16 pôles en Europe, dont celui de Sophia Antipolis, près de Nice. Pour maintenir la compétitivité de ses solutions auprès des opérateurs mondiaux de services hôteliers, aériens et ferroviaires et d'escales aéroportuaires ou portuaires, Amadeus a emprunté 350 millions d'euros à la BEI depuis mai 2012 pour financer un ambitieux programme de R-D.



Pose du « filet de sécurité électrique PACA »

Soutenir la politique de reconquête de la qualité des eaux engagée par la Communauté Perpignan-Méditerranée.

► Reconquérir la clarté des eaux de la Têt

En 2006, la BEI a décidé de soutenir la politique engagée par la Communauté Perpignan-Méditerranée pour la reconquête de la qualité des eaux côtières et du petit fleuve Têt : reconstruction des stations d'épuration et de traitement des effluents de Canet-en-Roussillon et de Perpignan, réfection des collecteurs à Perpignan et des équipements d'évacuation en période de fortes pluies, etc. ; un programme d'aménagement qui bénéficie à 200 000 habitants de l'agglomération et aux nombreux estivants de cette région.



La BEI & vous

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants dans la région : les aménagements urbains de **Bastia** ; le programme de refonte de l'offre de soins et de modernisation des hôpitaux de Marseille porté par l'**APHM**, la réalisation des tunnels sous le Vieux-Port et du Prado Carénage ainsi que la **rocade « L-2 »** de contournement de **Marseille** ; le nouveau terminal pour conteneurs « **Fos 2XL** » du GPM ; la construction de l'autoroute **A8** « La Provençale » vers Nice et de l'**A9** « La Languedocienne » vers Béziers ; le **TGV-Méditerranée** vers Avignon, Marseille et Nîmes, ainsi que la **LGV de contournement Nîmes-Montpellier** ; les réseaux de tramway de Montpellier, Marseille, Nice et Toulon, l'extension du port de commerce de **Sète**, le nouvel hôpital « Pasteur 2 » à **Nice** et les réseaux d'irrigation à partir du **canal de Provence**.

La BEI a également soutenu de très nombreuses entreprises, qu'il s'agisse de PME ou de grands groupes comme les Charbonnages de France à **Gardanne** ou Merlin-Gerin à **Alès**.

Au lendemain des **inondations catastrophiques de 2002**, la BEI a également apporté sa contribution à la reconstruction d'urgence d'infrastructures publiques.

Grand Sud-Ouest

Les régions du Sud-Ouest conjuguent des besoins et des ambitions auxquels la Banque européenne d'investissement a répondu dans différents secteurs : développement des infrastructures de communications et de transport, protection de l'environnement naturel, production d'énergies « propres », promotion des richesses touristiques, modernisation des zones et des activités rurales, aménagements des grandes métropoles urbaines, déploiement de centres d'excellence et de secteurs de technologies de pointe, notamment dans l'aéronautique.

► À Bègles, le premier lycée « zéro émission » de France

Le Lycée Václav Havel de Bègles, près de Bordeaux, a été financé dans le cadre de l'ambitieux programme de mise en conformité d'infrastructures scolaires – lycées et établissements d'enseignement supérieur – porté par la Région Aquitaine afin de répondre à des besoins croissants de capacité et de qualité d'enseignement. La BEI a décidé d'accompagner cet effort à concurrence de 50 % des coûts engagés qui avoisinent au total un milliard d'euros.



► Valorisation des déchets près de Bayonne

Les pôles de valorisation des déchets ménagers du Syndicat mixte Bil Ta Garbi (Canopia à Bayonne et Mendixka à Charritte-de-Bas) ont reçu 50 millions d'euros de la Banque au titre de sa politique environnementale. Ces projets d'envergure, réalisés fin 2014, auront une capacité annuelle de traitement de 136 000 tonnes de déchets et bénéficieront à plus de 265 000 habitants des Pyrénées-Atlantiques.





► Promotion des transports urbains à Bordeaux

Les phases II et III d'extension du réseau de tramway de la Communauté urbaine de Bordeaux et du tram-train du Médoc ont été financées par des prêts de la BEI en 2005, 2009, 2012 et 2014. Ce dernier financement concerne également l'acquisition de 47 rames de tramway pour permettre le renforcement de l'offre sur l'ensemble du réseau. Cet accompagnement financier à long terme d'un projet exemplaire, tant pour son esthétisme que pour son effet sur la requalification des espaces urbains desservis, s'inscrit dans la politique de la BEI en faveur du développement durable des villes, de la réduction de la pollution et des nuisances et du désenclavement des quartiers moins favorisés. La Banque s'est ainsi associée au retour des transports urbains en site propre dans 29 villes de l'Hexagone, une politique dont la France est le premier bénéficiaire en Europe !

► Énergies renouvelables en Midi-Pyrénées

En 2010, la BEI et trois banques commerciales ont mobilisé, à la demande de la Région Midi-Pyrénées, 700 millions d'euros pour le financement, sur le territoire régional, d'installations productrices d'électricité renouvelable (photovoltaïques, éoliennes, méthanisation « à la ferme » ou « centralisée ») et pour la rénovation énergétique de bâtiments publics et privés dans l'objectif de réduire d'au moins 20 % les consommations énergétiques. Il s'agit d'un dispositif innovant, conjuguant les forces financières de l'Europe et du secteur bancaire local, ainsi que les fonds publics de la Région Midi-Pyrénées qui s'est engagée à garantir 25 % du montant des prêts octroyés aux TPE et aux exploitations agricoles pour les projets de production d'électricité renouvelable. Parmi les projets financés figure le parc éolien de la forêt de la Salesses, dans le Tarn.





► La BEI et l'aéronautique

Depuis plus de 35 ans, la BEI participe au financement de l'industrie aéronautique civile européenne avec, ces dernières années, une priorité aux activités de recherche-développement conduisant à une plus grande efficacité énergétique et à une meilleure protection de l'environnement. Ainsi la Banque a-t-elle contribué au financement de plusieurs programmes de R-D pour des avionneurs, des motoristes et des équipementiers de premier rang. Dans la Région Midi-Pyrénées, la BEI a notamment soutenu les programmes axés sur les différents avions du groupe Airbus qui a fait appel à ses concours à hauteur de 800 millions d'euros depuis août 2012. À Tarbes, dans un bassin d'emploi fragile, la Banque a également contribué à la conception et au développement de la gamme des avions TBM produits par Daher-Socata.

► Financement européen de la recherche chez Pierre Fabre



Avec 100 millions d'euros accordés en 2011, la BEI accompagne les projets de R-D – activités de découverte, de développement préclinique (pharmacocinétique, pharmacologie, toxicologie, etc.) et d'application clinique – menés par les Laboratoires Pierre Fabre dans le domaine du médicament. Les aires thérapeutiques couvertes sont l'oncologie, la neuropsychiatrie et la dermatologie pour des projets pilotés depuis la France dans les principaux centres de recherche Pierre Fabre : Toulouse (sur le campus de l'Oncopôle dédié à la cancérologie), Castres (Tarn) et Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie).



Le viaduc de Millau a permis, entre autres, de supprimer un goulot d'étranglement majeur du trafic sur l'A75 qui relie Paris à Barcelone.

► Viaduc de Millau : une prouesse technique au service d'une région

Outre sa performance technologique et son grand esthétisme, le viaduc de Millau a nettement contribué à la fluidité des liaisons Nord-Sud, en France et en Europe : sa mise en service en décembre 2004 a permis de supprimer un goulot d'étranglement majeur sur l'A75 (La Méridienne), qui relie Paris à Barcelone, et de relancer la rénovation du centre-ville de Millau. La BEI a soutenu ce projet à deux reprises, d'abord en 2002, en prêtant 50 millions d'euros à Eiffage qui a pris la responsabilité de la construction de cet ouvrage multi-haubané de 2,5 km sur la vallée du Tarn à hauteur de Millau, et ensuite en 2007, par un prêt à long terme de plus de 140 millions d'euros, adapté à la durée de vie économique de cette infrastructure hors du commun.



La BEI & vous

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants : diverses sections des autoroutes **A10** et **A63** du nord de Bordeaux jusqu'à la frontière franco-espagnole ; la rocade Est et le **métro de Toulouse** ; l'**aéroport de Bordeaux-Mérignac** ; et la **centrale photovoltaïque du Gabardan** dans les Landes, à même de fournir la consommation électrique de 40 000 personnes.

La BEI a également soutenu, par des prêts directs ou via des banques, les projets de très nombreuses entreprises : en Région Aquitaine, la BEI et deux banques commerciales ont, avec le concours de Bpifrance, mis en place un dispositif de financement à des taux avantageux pour les PME locales, à hauteur de 300 millions d'euros. Par ailleurs, la Banque a aussi accompagné de grands groupes comme **Creusot-Loire** (transformation d'aciers fins et d'alliages) à Pamiers ou **Ferodo** à Limoges.

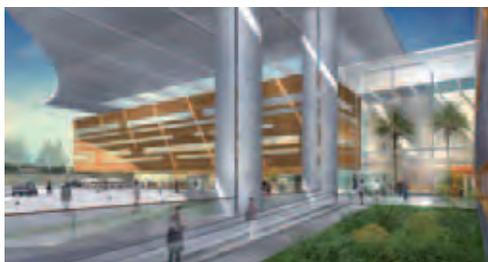


Auvergne et Centre

Les Régions Auvergne et Centre se sont attachées à promouvoir, à côté d'un secteur agricole traditionnel, une large palette d'activités industrielles dynamiques qui les ont conduites à nouer avec la Banque européenne d'investissement de nombreux partenariats dans de multiples domaines : agroalimentaire, automobile, matériaux plastiques et composites, énergies renouvelables et enseignement, etc. Nombre de ces initiatives ont été soutenues par de grands efforts en matière de recherche-développement, comme l'atteste l'accueil de quatre technopoles et de huit pôles de compétitivité à vocation nationale et européenne.

► Formation scolaire de qualité en Région Centre

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la formation des jeunes et de ses objectifs environnementaux, la BEI a prêté 350 millions d'euros à la Région Centre en faveur de 114 établissements d'enseignement, dont 16 dédiés à la formation professionnelle et à l'apprentissage, pour des améliorations liées tant aux techniques pédagogiques qu'à l'efficacité énergétique ou à la performance environnementale, avec à la clé des milliers de jeunes mieux formés et des emplois locaux sécurisés.



► CHU de Clermont-Ferrand

À partir de 2005, la BEI a prêté 120 millions d'euros au Centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand pour le remplacement de l'Hôtel-Dieu par un tout nouvel établissement, le CHU Estaing, et la modernisation de l'hôpital Gabriel-Montpied (rendu dangereux par la présence d'amiante). Les nouvelles installations, livrées à partir de 2010, ont doté la capitale auvergnate d'un pôle régional d'excellence hospitalière offrant à ses patients des services à la pointe de la technologie.





► Haute technologie à Saran, Loiret

Dans le cadre de son programme paneuropéen de R-D industrielle, le constructeur de machines agricoles John Deere a bénéficié, pour son centre de recherche de Saran, près d'Orléans, d'un prêt de 26,4 millions d'euros de la BEI pour des travaux qui emploient 120 personnes et portent sur la conception et les essais d'améliorations environnementales des moteurs de 36 à 205 KW.

► A Orléans et Tours, le retour du tramway

En 2008 à Orléans et en 2011 à Tours, la BEI a accordé 175 puis 150 millions d'euros pour financer le retour du tramway : des opérations structurantes pour les deux cités, répondant à une forte demande de modernisation de l'offre de transports collectifs, tout en améliorant considérablement le bilan environnemental et énergétique des systèmes de transport public. Dans les deux cas également, une occasion réussie de requalification urbaine par la piétonnisation du centre-ville et la mise en valeur du patrimoine culturel. Le développement des transports urbains constitue une priorité pour la BEI, tant pour améliorer la qualité de vie des habitants, que pour lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre.



Centre-ville d'Orléans

► **Le très haut débit à la portée de tous**

Facteur de compétitivité des entreprises et d'agrément pour les particuliers, l'accès aux réseaux de communications par fibre optique de nouvelle génération (FTTH et ADSL2+) est important pour le développement équilibré du territoire. C'est dans ce but que la BEI a accordé 200 millions d'euros à Iliad pour assurer le déploiement national de son réseau, notamment dans les régions les moins densément peuplées. Dans les régions Auvergne et Centre, ce sont 506 000 lignes qui seront concernées dont, par exemple, plus de 3 000 raccordements potentiels à Aubigny-sur-Nère, la « cité des Stuarts » située à 50 km au nord de Bourges.



Traitement des déchets ménagers de Chartres



► Horticulture dans le Loiret

La société horticole « Les Serres du Val » a bénéficié d'un prêt de la BEI, intermédié par une ligne de crédit destinée aux PME, pour la modernisation de ses installations situées à Saint-Denis-en-Val, dans le Loiret.



La BEI & vous

Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants : des tronçons de l'**A71** entre Bourges et Clermont-Ferrand ; la section nord-ouest du boulevard **périphérique de Tours** ; la modernisation et la restructuration des centres hospitaliers de Tours et d'Orléans ; le centre de **traitement des déchets** ménagers de Chartres et l'usine de **traitement de biomasse** d'Orléans.

La BEI a également soutenu, par des prêts directs ou via des banques, les projets de très nombreuses entreprises, en particulier les **PME de la Région Centre**, qui vont bénéficier de 150 millions d'euros pour le financement de leurs investissements dans les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, mais aussi de grands groupes comme Rockwool à **Saint-Éloy-les-Mines**.

Côte atlantique

Le Poitou-Charentes, les Pays de la Loire et la Bretagne ont en commun un long littoral, de vastes zones rurales et un climat très tempéré qui expliquent une forte fréquentation touristique, mais aussi l'implantation récente de nouvelles populations. Une forte attractivité humaine qui requiert à la fois la réalisation de grandes infrastructures pour mieux connecter l'arc atlantique avec le reste de l'Europe et un renforcement du tissu économique. Des impératifs qui ont conduit la Banque européenne d'investissement à nouer depuis déjà longtemps des partenariats avec les différentes collectivités locales et régionales et de nombreuses entreprises pour soutenir financièrement leurs projets de rénovation ou de reconversion.

► Bretagne et façade ouest : le développement économique par le rail

La façade ouest de la France a bénéficié de deux lignes nouvelles à grande vitesse, la LGV Sud Europe Atlantique (SEA) entre Tours et Bordeaux et la LGV Bretagne-Pays de la Loire (BPL) reliant Le Mans à Rennes et Nantes. Comme tout le réseau TGV, ces deux lignes ont été soutenues par la BEI et figurent parmi les plus gros engagements de la Banque en France au cours de la décennie : 1,2 milliard d'euros pour la première et plus de 600 millions d'euros pour la seconde, auxquels s'ajoute un prêt de 300 millions d'euros à la Région Bretagne pour le financement de sa contribution à la nouvelle ligne.

Avec le dynamisme qu'on lui connaît, la Région Bretagne s'est toujours fortement engagée dans la modernisation de ses réseaux ferroviaires à l'ouest de Rennes : en 2002, l'électrification de la ligne Rennes-Saint-Malo et l'amélioration des dessertes de Quimper et Brest – avec l'acquisition de 23 nouvelles automotrices TER – avaient déjà bénéficié des concours de la BEI.





► Brest :
changer d'échelle !

À Brest comme dans beaucoup d'agglomérations, l'étalement et la spécialisation des espaces ainsi que la ségrégation des fonctions urbaines avaient entraîné une augmentation généralisée des déplacements individuels automobiles à l'échelle de la métropole ; malgré des mesures ponctuelles de renforcement des infrastructures routières, il est vite devenu évident que seul un changement d'échelle du transport collectif apporterait une solution durable : léger et efficace, le tramway devenait la solution sur un axe ouest-est de 13 km à travers Brest métropole océane, complété par une refonte globale de l'offre de transports publics. Des arguments qui ont convaincu la BEI d'apporter un soutien de 90 millions d'euros à ce projet novateur et bien proportionné à la taille de la conurbation.

► Éducation et énergie solaire en Poitou-Charentes

La BEI soutient, à hauteur de 200 millions d'euros, un projet d'envergure porté par la Région : la rénovation de 38 lycées, 7 établissements professionnels et 8 établissements d'enseignement professionnel supérieur. Un programme qui vise l'excellence en matière à la fois de protection de l'environnement, avec un soin particulier porté à l'efficacité énergétique des bâtiments, et d'éducation, notamment pour les centres de formation des apprentis, en forte demande en Poitou-Charentes.

Un soutien qui va de pair avec le prêt de 200 millions d'euros accordé par la Banque, en février 2009, à l'appui du programme photovoltaïque de grande ampleur porté par la Région. Inédit de par la synergie des outils mobilisés, le Plan photovoltaïque offre des financements attractifs pour les collectivités publiques, les entreprises, les associations, les professionnels et les agriculteurs qui souhaitent investir dans les énergies renouvelables. Avec quelque 650 000 m² de panneaux solaires déployés sur des bâtiments et réunis en fermes solaires, ces investissements, qui permettent une production annuelle de 73 GWh, ont créé un millier d'emplois.



► **Angers :**
traitement de la biomasse pour le chauffage urbain

La nouvelle usine de cogénération d'électricité et de chaleur exploitée par le Groupe Dalkia à Sainte-Gemmes-sur-Loire, près d'Angers, remplace une ancienne usine de traitement des ordures ménagères dans des conditions nettement améliorées d'efficacité énergétique et environnementale. Par le traitement de la biomasse collectée dans la région angevine, cette installation permettra de doter les quartiers d'Orgemont et de La Roseraie à Angers d'un réseau collectif de chauffage et d'eau chaude sanitaire et de produire un excédent d'énergie d'origine renouvelable, revendu à EDF.

La BEI a financé cette usine dans le cadre d'un programme de cinq installations de traitement des déchets et de valorisation de la biomasse construites en France par Dalkia en réponse à un appel national à projets lancé en 2009 à la suite du Grenelle de l'environnement. Le concours de la BEI atteint 93 millions d'euros.



► **Le plus long tram-train de France relie Nantes et Châteaubriant**

Le 28 février 2014, le dernier-né des trams-trains de France redonnait vie aux 64 km de la ligne historique du P.O. entre Nantes, Clisson et Châteaubriant, remise entièrement à neuf. Capables de rouler en ville avec les accélérations d'un tramway et de parcourir la campagne avec le confort d'un TER à 100 km/h, les neuf rames Citadis Dualis financées par un prêt de 200 millions d'euros de la BEI offrent à leurs passagers, grâce à leur plancher à 37 cm du sol, le plus fort taux d'échange pour un matériel urbain et une facilité d'accès inégalée pour les personnes à mobilité réduite. Des qualités qui seront essentielles lors des correspondances avec les autres composantes du réseau ferré des Pays de la Loire récemment financées par la BEI : le réseau de tramway nantais et l'amélioration de 45 de ses stations, la modernisation de la ligne Nantes-Pornic-Saint-Gilles-Croix-de-Vie, ainsi que le renforcement des ateliers de Blottereau et Doulon.



► Blue Solutions dans le Finistère

C'est à Ergué-Gabéric, près de Quimper, que le Groupe Bolloré élabore une nouvelle génération de batteries LMP (lithium-métal-polymère) avec l'appui de la BEI à hauteur de 130 millions d'euros. La technologie LMP accroît considérablement l'autonomie des véhicules électriques (jusqu'à 250 km pour une voiture) et est compatible avec des systèmes de recharge très rapides. La BEI finance la R-D sur toutes les composantes de la chaîne de la mobilité électrique : batterie, véhicule, installation de recharge, pilotage informatique des abonnements, etc.

La BEI & vous



Grâce à ses prêts à moyen et long terme, la BEI a également accompagné des acteurs publics ou privés pour financer, entre autres, les projets suivants : à **Nantes**, la modernisation et l'extension des installations de traitement des eaux usées de l'agglomération, la réalisation des deux lignes du tramway, la modernisation et la rationalisation du Centre hospitalier universitaire ; **en Pays de la Loire**, la construction du terminal charbonnier du port autonome de Saint-Nazaire ; les sections de l'A83 Nantes-Niort, de l'A11 Le Mans-Angers et de la N249 Tournebride-La Séguinière ; **en Bretagne**, la construction du métro de Rennes et du tramway de Brest, l'installation d'une station de traitement de sables pollués à Brest ; **en Poitou-Charentes**, l'extension du port de commerce de La Rochelle-La Pallice et la section Poitiers-Bordeaux de l'A10.

La BEI a également soutenu, directement ou via des banques, des projets de PME locales ou de grands groupes comme **Airbus** à Montoir-de-Bretagne, mais aussi la raffinerie d'**Elf** à Donges, la production de fibres optiques par **Pirelli Fotonica** à Trégastel ou encore les fonderies de **Teksid** à Ingrandes-sur-Vienne.

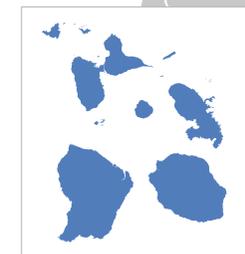
Régions d'outre-mer

Les régions d'outre-mer sont les seules régions françaises à bénéficier des aides combinées des Fonds de développement régional, de cohésion et social de l'Union européenne. En complément de ces subventions, la BEI apporte depuis longtemps un soutien à des projets qui contribuent à améliorer la qualité de vie des habitants (hôpitaux, établissements éducatifs, etc.) et à des investissements réalisés dans les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications.



► Martinique : modernisation du CHU de Fort-de-France

Diminuer les risques de mortalité des nouveau-nés et des mères était un des principaux objectifs du programme d'investissement du Centre hospitalier universitaire de Fort-de-France : la Banque a accompagné cet investissement en prêtant 50 millions d'euros pour financer une « Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant » (MFME) entièrement nouvelle afin de remplacer l'Hôpital Victor Fouche, devenu difficile d'accès, et d'offrir aux patientes un accueil de qualité et des structures médicales performantes.



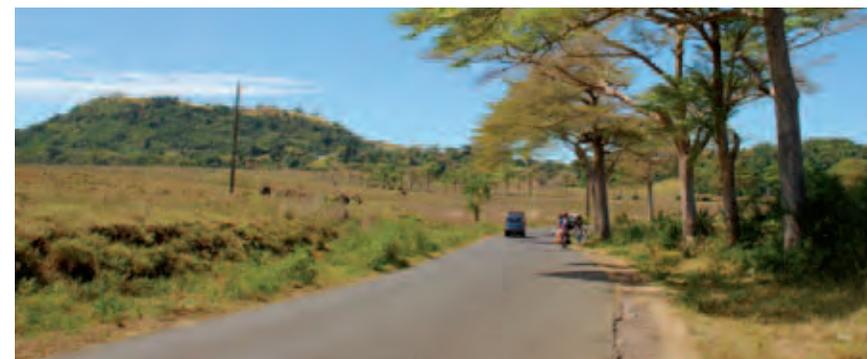


► La Réunion : une infrastructure routière d'exception

La « Route des Tamarins » est l'un des grands projets d'infrastructure de l'île de la Réunion auxquels la BEI a apporté son concours. Elle a accordé au total 350 millions d'euros pour la construction de 34 km de route et 48 ouvrages d'art, dont certains aux caractéristiques exceptionnelles ; une réalisation qui améliore nettement le trafic entre Saint-Paul et Saint-Pierre et entre les Hauts et les plages de cette île volcanique au relief très montagneux et accidenté. Outre des gains de temps et de sécurité, cette « quatre voies des Hauts de l'Ouest » offre, dans une zone qui a connu un fort accroissement de population, une alternative à la route côtière.

► Guadeloupe : un réseau routier pour le développement régional

Pour l'ensemble des deux plus grandes îles de l'archipel, Grande-Terre et Basse-Terre, l'existence d'un réseau routier capable de répondre à la croissance du trafic généré par l'essor de l'activité économique et la fréquentation touristique est un facteur primordial de développement économique et social. La BEI a donc contribué au financement de deux programmes, en prêtant 38 millions d'euros pour la liaison entre le port de Jarry et l'aéroport international du Raizet et 30 millions d'euros pour la modernisation de certains axes centraux (boulevard maritime de Basse-Terre, boulevard maritime du Moule, etc.), assortie de la protection de zones naturelles sensibles et de la réhabilitation des littoraux.



► **Guyane :**
projet Soyouz à Kourou, clé de la politique spatiale européenne

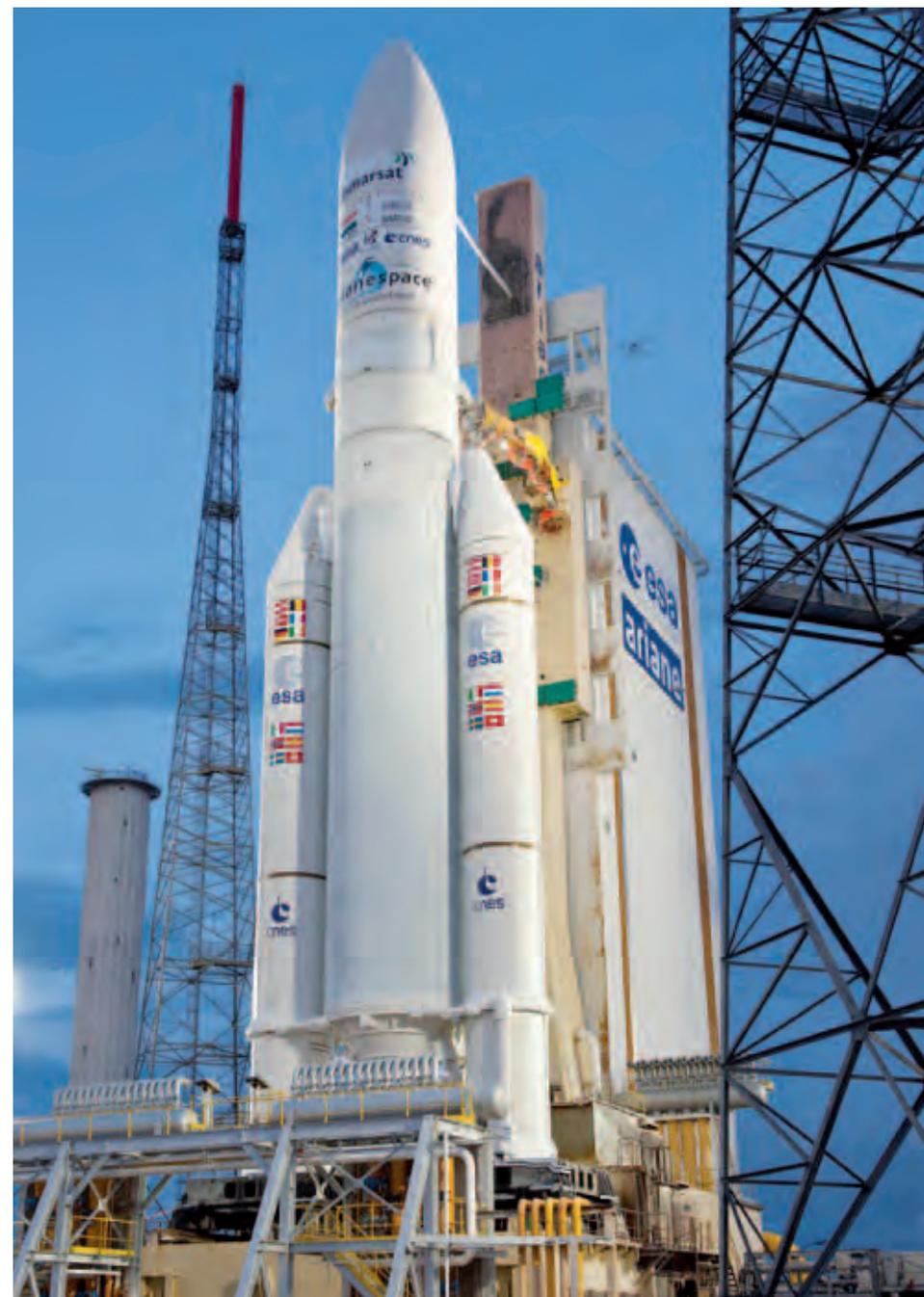
La réalisation d'une infrastructure primordiale pour l'avenir de la politique spatiale européenne, des incitations à la recherche-développement liée à des programmes spatiaux européens comme Galileo ou GMES et la création de nombreux emplois : autant de raisons qui ont conduit la BEI à participer, par un prêt de 121 millions d'euros, à la construction d'un nouveau pas de tir à Kourou pour le lancement de fusées Soyouz-ST et à l'adaptation de ces fusées aux conditions spécifiques du centre spatial guyanais. Ces installations ont également servi à lancer des satellites de télécommunications et de surveillance maritime financés par la BEI.



► **Une électricité plus sûre et plus verte**

Afin de mettre les installations de génération électrique en conformité avec les limites d'émissions plus strictes à compter de 2010 et de répondre à la demande croissante d'électricité dans les quatre départements français d'outre-mer, la BEI a accordé à EDF un prêt de 500 millions d'euros pour financer un programme de remplacement, de modernisation et d'augmentation de capacité des 38 installations de production d'électricité déployées en Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et en Guyane.

Parallèlement, la Banque a accordé 50 millions d'euros à la Séchilienne-Sidec pour la production de 90 MW d'électricité renouvelable par 17 fermes photovoltaïques réparties sur divers territoires de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane.





La BEI & vous



La BEI a également apporté son concours financier à la réalisation de nombreux autres projets, notamment dans le domaine des transports (routes et aéroports), comme par exemple en Guadeloupe, pour l'extension de **l'aéroport international de Pointe-à-Pitre-Le Raizet**, mais aussi à la Réunion, pour la construction d'une nouvelle piste de **l'aéroport de Saint-Denis-Gillot**, et à la Martinique, pour la modernisation de la route nationale n°2 (Fort-de-France–Saint-Pierre) et l'extension de **l'aéroport international de Fort-de-France**.

Par ailleurs, de nombreuses entreprises ultramarines ont bénéficié, via des banques intermédiaires, de financements de la BEI.

Croissance et emploi

Dans le contexte actuel de sortie de crise, marqué par une croissance faible et des ressources publiques limitées, l'atout majeur de la BEI est d'offrir une expertise technique et financière et des conditions favorables de financement, sur des durées longues et à des taux compétitifs.

En matière de valeur ajoutée, l'intervention du Groupe BEI permet d'offrir une gamme élargie de produits de financement (prêts ou fonds propres), de partage des risques (prêts subordonnés, garanties) ou d'assistance technique qui accompagnent les banques et les investisseurs et, ce faisant, facilitent les investissements à long terme. Ainsi, la BEI tire les enseignements de la crise que nous vivons depuis 2007 :

- ▶ il faut ramener l'investisseur vers le financement de **l'économie réelle**, au lieu de le laisser rechercher des rendements élevés par des placements spéculatifs ;
- ▶ il faut convaincre l'épargnant d'investir sur **le long terme**, au lieu de se placer majoritairement sur le court ou le très court terme ;
- ▶ il faut amorcer le passage d'une culture de subvention à celle du **financement de l'économie**.

Lorsqu'elle emprunte annuellement plus de 70 milliards d'euros sur les marchés des capitaux, la BEI offre à l'épargnant mondial un véhicule d'investissement à long terme, au service d'une ambition d'intérêt général : une économie européenne dynamique et équilibrée. Il faut cependant aller plus loin. Soucieuse de l'efficacité de la dépense publique, la BEI veille à ce que les moyens qui lui sont confiés par ses États membres ou par le budget européen servent à la mise en place d'instruments financiers ayant un effet de catalyse élevé sur la mobilisation de financements privés, même pour des infrastructures d'utilité collective.

Ses actionnaires ayant décidé, en juin 2012, d'investir 10 milliards d'euros dans l'augmentation de son capital, la BEI pourra lever 60 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2013-2015, ce qui correspondra à une création d'investissements de 180 milliards d'euros sur trois ans dans l'économie européenne.

De même, au titre du cadre budgétaire européen 2014-2020, la BEI voit les moyens qui lui sont confiés par la Commission européenne atteindre 8,2 milliards d'euros, ce qui va permettre au Groupe BEI d'élaborer des instruments d'ingénierie financière en faveur des TPE et PME, de l'innovation, de la protection de l'environnement et des grandes infrastructures.

Dans ce cadre, les nouvelles formes d'intervention de la BEI en faveur des entreprises comme des infrastructures relaient sur le terrain les valeurs européennes de solidarité et d'efficacité. Outre l'apport financier, l'implication de la Banque ou du FEI crée de la confiance à l'égard du projet, que ce soit par la labellisation de l'instruction technique, économique, environnementale et financière, ou par la nature du financement sous forme de prêts, de fonds propres, de garanties ou de rehaussement de crédit.

En France, ces moyens renouvelés se traduiront par une intervention du Groupe BEI à hauteur de 21 à 25 milliards d'euros sur les années 2013-2015, ce qui correspondra à une création d'investissements d'environ 70 à 75 milliards en 3 ans.



www.bei.org

Favoriser l'accès des PME au crédit est une priorité forte du Groupe BEI, à laquelle il s'emploie par l'intermédiaire des établissements financiers publics que sont Bpifrance et la Caisse des Dépôts, ainsi que des principales banques commerciales, mutualistes ou d'économie solidaire actives en France et des fonds d'investissement clients du FEI.

En 2013, ce dispositif a permis de mettre à la disposition des PME et TPE françaises 1,3 milliard d'euros de la BEI et 546 millions d'euros du FEI. Grâce à l'effet de levier de ces interventions, dont on trouvera quelques exemples ci-dessous, près de 150 000 investissements d'entreprises ont mobilisé 5,6 milliards d'euros :

- ▶ **Isodev** : une garantie du FEI, à concurrence de 140 millions d'euros, donnera à Isodev la possibilité de lever sur les marchés et d'apporter près d'un demi-milliard d'euros de prêts participatifs à 3 000 PME sur deux ans. En 2013, le FEI a accordé cinq garanties qui ont permis de mobiliser 1,25 milliard d'euros de financements en faveur de PME.

- ▶ **Bpifrance** : en septembre 2013, le Groupe BEI a accordé à la nouvelle banque publique d'investissement un prêt de 750 millions d'euros et une garantie de 200 millions d'euros. Ce dispositif a permis à Bpifrance de lancer son nouveau produit, le « Prêt pour l'innovation », à destination des PME.
- ▶ **Grand Ouest Capital Amorçage** : 15 millions d'euros du FEI investis dans un fonds d'investissement dédié aux très jeunes entreprises à fort contenu technologique dans les domaines de la biotechnologie, de l'économie numérique, de la santé et des technologies industrielles. Ce fonds concentrera son activité en Bretagne, dans les Pays de la Loire et dans les régions de Haute- et Basse-Normandie. En 2013, le FEI a pris 10 participations dans des fonds d'investissements à hauteur de 277 millions d'euros, qui ont permis de mobiliser 1,6 milliard d'euros de capitaux pour des PME françaises.
- ▶ **Créa-sol** : 2 millions d'euros ont été investis par le FEI dans l'institution de microfinance Créa-sol, avec à la clé la création de 167 emplois. En 2013, le FEI a accordé 5,5 millions d'euros dans le cadre de trois opérations de microfinance, ce qui a contribué à l'octroi de 33 millions d'euros de microprêts.

Des programmes pour les infrastructures

Dans une économie mondialisée et caractérisée par une concurrence désormais féroce et généralisée, l'excellence des infrastructures participe directement de la qualité de vie, mais aussi de l'attractivité et de la compétitivité des territoires. C'est pourquoi le financement d'infrastructures a toujours été le « métier de base » de la BEI depuis sa création et reste un domaine où la valeur ajoutée de son intervention est décisive en raison de ses taux d'intérêt très compétitifs et de sa capacité à prêter sur de très longues durées.

C'est ainsi qu'en France, la Banque orientera son action vers le rattrapage urgent de certaines situations de sous-investissement. Les projets de petite dimension bénéficieront des concours de la Banque dans le cadre d'autorisations de programmes réalisés en partenariat avec la Caisse des Dépôts ou en coopération avec des intermédiaires bancaires. Parmi les décisions de programmes, citons :

- ▶ **Opération Campus** : la Banque a prévu de dédier 1,3 milliard d'euros au cofinancement, avec l'État ou les universités concernées, de 12 campus universitaires à créer ou à rénover ; ce programme de financement, souvent intermédié par des banques ou cofinancé avec la Caisse des Dépôts, s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Compétences et emplois » mise en place par la BEI pour soutenir l'employabilité des jeunes et la création d'emplois pour les moins de 30 ans. Une initiative à laquelle la Banque a consacré 9 milliards d'euros en 2013, dont 1,5 milliard pour des lycées et collèges situés en France. Les deux premières universités à bénéficier de ce dispositif sont celles de Lille et d'Aix-Marseille.
- ▶ **Collèges de France** : forte du succès du financement qu'elle a accordé au Département du Nord pour la rénovation ou la modernisation

de 182 établissements, la BEI a décidé de mettre à la disposition des départements qui le souhaitent une ligne de financement d'un milliard d'euros pour des investissements dans leurs structures d'éducation. Tout comme l'Opération Campus, cette ligne s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Compétences et emplois ».

- ▶ **Hôpital Avenir** : faisant suite aux lignes de financement mises en place par la BEI, à hauteur de 1,5 milliard d'euros, pour la modernisation du parc hospitalier français après le drame de la canicule de l'été 2005, le plan Hôpital Avenir mobilise 750 millions d'euros de la BEI pour soutenir, sur trois ans, la modernisation des quelque 450 établissements hospitaliers et de soins en France.
- ▶ **France Très Haut Débit** : se fondant sur les analyses effectuées lors du projet « réseau THD de Haute-Savoie », la BEI a décidé de soutenir le financement du déploiement des réseaux très haut débit en zone dites « blanches » par une ligne de 750 millions d'euros destinée aux départements ou à leurs structures dédiées. Les crédits de la BEI seront intermédiés par le secteur bancaire ou mis en œuvre en partenariat avec la CDC.
- ▶ **France Énergies renouvelables** : 750 millions d'euros de la BEI pour le cofinancement, en intermédiation bancaire, d'infrastructures et d'équipements liés aux énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, hydraulique, biomasse et géothermie).

Parallèlement, les investissements de grande taille, tels que les réseaux de transports collectifs urbains ou régionaux, les réseaux transeuropéens et les infrastructures de gestion de l'environnement, recevront des concours directs de la BEI qui veillera à l'effet de catalyse que ses prêts peuvent engendrer sur d'autres sources de financement.





Accélérer la mobilité électrique

Tout en poursuivant sa politique de promotion des transports collectifs urbains et périurbains, dont cette brochure donne de nombreux exemples, la BEI mène depuis une dizaine d'années une action spécifiquement orientée vers l'accélération du passage à la mobilité électrique ou fortement décarbonée.

Depuis 2008, la BEI a consacré près de 8 milliards d'euros à cette problématique, en agissant sur les quatre composantes de la mobilité propre ou électrique :

- ▶ **les batteries**, sur la base des trois principales filières technologiques : lithium-métal-polymère (Bolloré), lithium-ion (Nissan) et plomb-acide (Johnson Controls) ;
- ▶ **les infrastructures de location-partage et de recharge**, dont la conception ou le plan d'investissement a souvent bénéficié d'une assistance technique gérée par la BEI (dispositif ELENA), tels qu'Autolib' à Paris, Madev à Madrid, ou le système de voitures électriques à Amsterdam ;
- ▶ **le véhicule**, qu'il s'agisse de véhicules tout électriques (comme les Renault Zoé, Fluence ou Twizy, la BMW i3, la Nissan Leaf), hybrides (chez BMW et PSA) ou hybrides-rechargeables (PSA) ;
- ▶ **les flottes**, domaine encore expérimental pour la BEI, mais qui a déjà vu quelques concrétisations, dont Autolib' en France et l'achat, par la Banque, de véhicules électriques et hybrides pour ses propres besoins.

▶ Investissement public en gestion déléguée

Les collectivités territoriales et l'État ont de plus en plus recours à la gestion déléguée ou au contrat de partenariat pour le financement et la fourniture de services d'utilité collective à la population. Annuellement, la gestion déléguée représente une activité de 130 milliards d'euros, qui emploie 1,2 million de personnes en France.

La délégation de service public (DSP) étant particulièrement utilisée dans des secteurs tels que le traitement des eaux et des déchets ou le transport collectif urbain, la BEI est fréquemment appelée à mettre en œuvre, pour ce type de projets, ceux de ses produits financiers qui optimisent le plan de financement et préservent la qualité du service rendu aux utilisateurs.

La Banque est également présente dans le financement de grands équipements sous les régimes du contrat de partenariat ou de la concession. C'est en particulier le cas dans le domaine des transports (lignes ferroviaires à grande vitesse Sud Europe Atlantique, Bretagne-Pays de la Loire et Nîmes-Montpellier, viaduc de Millau sur l'A-75, « GSM-Rail » : système de téléphonie mobile sécurisée pour les circulations ferroviaires), mais aussi dans le domaine hospitalier. Ici encore, et sans a priori idéologique, l'approche de la BEI est guidée par son évaluation de l'utilité économique et sociale des projets qu'elle finance.

Plus spécifiquement, et pour faciliter la réalisation des investissements dans les réseaux transeuropéens (RTE), la BEI met en place i) un instrument de garantie pour les projets de RTE de transport et ii) un mécanisme de rehaussement de crédit pour favoriser le financement sur les marchés des capitaux de grands projets d'infrastructure de RTE de transport, d'énergie ou des technologies de l'information et de la communication (TIC) ; ce mécanisme s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Emprunts obligataires Europe 2020 ».

Pour parfaire sa réflexion sur ces régimes de gestion des services publics, la BEI est membre de l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD) qui rassemble autorités adjudicatrices, entreprises prestataires et autorités de tutelle ou de contrôle de ce type d'investissement.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter notre site web www.bei.org – info@bei.org
Vous pouvez également contacter le département Communication, service «Info-desk», ☎ +352 4379-1, 📠 +352 437704.

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs pour les prises de vue illustrant cette brochure. Si, malgré le soin apporté à cette liste, une mention était omise ou incomplète, merci de nous en faire part.

Crédits photographiques : Photothèque BEI

p. 5 PME © EBRD/Dermot Doorly – p.7 SNECMA © SNECMA – p. 8 Bolloré © Photographe Pascal Anziani, Transports urbains Île-de-France © Transilien – p.9 Transports urbains Île-de-France © Transilien, Seine aval © SIAAP – p.10 LISI © Société LISI – p.11 Northwind © Northwind © 2011 - 2012 – p.12 Communauté urbaine de Lille/Lille Métropole ©Max Lerouge/LMCU – p.13 Toyota Valenciennes © Toyota Valenciennes/photographe Samuel Dhote, TER Nord-Pas-de-Calais © RFF / CAPA / Marie Genel (TOMA) – p. 15 CHU Arras © CHU Arras, CTRL EUROSTAR © CTRL – p.16 TERNA © Fonte Terna S.p.A., Peugeot PSA © PSA Peugeot Citroen – p.17 Mettis © Metz Métropole/Photographe David Hourt – p.18 LGV Est européenne © RFF / CAPA / Laurent Rothan (TOMA), AGFA Gevaert © Agfa Photo Library, Hôpital Rôbert Schuman © Parc hospitalier privé de Metz – p.19 TER Alsace © RFF / CAPA / Laurent Rothan (TOMA) – p.20 TER Rhône-Alpes © RFF – p.21 Programme Lyon Aménagement urbain © Martyniak, Programme Lyon Aménagement urbain © Martyniak/Pont Schuman – p.22 Tramway de Grenoble © SMTC de l'agglomération grenobloise, Grand Lyon © Communauté urbaine de Lyon, Aéroport de Lyon © GFC / RSHP (Rogers Stirk Harbour & Partners) – p.23 Université de Vienne © WU Vienna – p.25 Université de Vienne © WU Vienna – p.26 C-POWER II OFFSHORE WIND BELGIUM © C-Power, RTE © RTE - Lionel Roux - Photographe – p.27 Hôpitaux de Marseille © FR AP-HM-Hôpitaux de Marseille, Eaux usées de Perpignan © STEP – p. 28 Lycée Région Aquitaine Bègles © Région Aquitaine, Electrolux © Boliden, ADEME Midi-Pyrénées © ADEME – p. 29 ADEME Midi-Pyrénées © ADEME – p.30 Safran © Safran Media Library – p.31 Gamesa © GAMESA CORPORACIÓN TECNOLÓGICA SA, Aéroport de Bordeaux © Aéroport de Bordeaux – p.32 CHU de Clermont-Ferrand © CHU de Clermont-Ferrand – p.35 Traitement des déchets de Chartres © Chartres Métropole – p.36 LGV Bretagne RFF / CAPA / William Daniels (TOMA) – p.37 Tramway de Brest © Photographe HMG, RÉGION POITOU-CHARENTES PHOTOVOLTAÏQUE © Photothèque Région Poitou-Charentes, photographe Françoise ROCH – p.40 Martinique Centre Hospitalier © CHU Fort de France – p.42 SEP Ariane Photo crédit « Service Optique CSG » © « ESA/CNES/ARIANESPACE » – p.45 Université de Vienne © WU Vienna, METTIS © Metz Métropole/Photographe Philippe Gisselbrecht – p.50 METTIS © Metz Métropole/Photographe Philippe Gisselbrecht





**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE



**EUROPEAN
INVESTMENT
FUND**

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

✉ +352 437704

www.bei.org – info@bei.org

Fond européen d'investissement

37B, Avenue JF Kennedy
L-2968 Luxembourg

☎ +352 2485-1

✉ +352 2485-81200

www.eif.org – info@eif.org

**Représentation du Groupe BEI
à Paris**

21, rue des Pyramides
F-75001 Paris

☎ +33-1 55047455

✉ +33-1 42616302

